

# L'Europe à l'épreuve des vagues migratoires

PAR DUSAN SIDJANSKI



**L'**EUROPE EST EXPOSÉE à un faisceau de défis et de menaces. Certes, aujourd'hui, nous sommes obsédés avec raison par le drame des migrants. En ouvrant les portes, Angela Merkel nous a fait découvrir un visage humain. Cette femme leader a cru pouvoir agir en solitaire en imposant sa politique sans consulter ses partenaires européens, en oubliant la France et l'Italie. Seule, dépassée par

les événements, elle est allée à Canossa auprès de Recep Tayyip Erdogan. Par sa démarche hors mandat européen, elle a réussi à attribuer une position de force à la Turquie: retour des réfugiés qui avaient inondé les îles grecques contre finance, suppression des visas et promesse de réouverture des négociations d'adhésion, perçue par de nombreux membres comme une menace d'invasion des Turcs.

La crise migratoire a révélé les insuffisances de l'Union européenne. Elle s'est montrée incapable de prévoir et de prévenir l'invasion des migrants dont tous les signes étaient pourtant réunis: insécurité à la suite de la chute de Kadhafi et du Printemps arabe, guerres au Proche-Orient, en Syrie et contre Daech, sans oublier l'éternel conflit israélo-palestinien. La suite était prévisible.

## 700 millions d'euros d'aide à la Grèce

La Grèce, toujours en crise, subit l'invasion des migrants dans ses îles orientales. Comme de coutume, la réaction de l'UE se fait attendre. Ce n'est qu'au moment culminant de la catastrophe humaine, aggravée par la fermeture de la frontière macédonienne et l'afflux continu des migrants en quête d'eldorado allemand, que l'Union consent une aide de 700 millions d'euros à la Grèce et qu'elle parvient, sous la houlette d'Angela Merkel, à un accord avec la Turquie: l'Union s'engage à verser deux fois la somme de 3 milliards d'euros, à supprimer les visas pour les Turcs et à reprendre la négociation de l'adhésion au chapitre des dispositions budgétaires.

«Nous avons fait un pas très important vers une

solution durable», s'est félicitée Angela Merkel. Ce premier pas prévoit que dès lundi 4 avril les migrants irréguliers débarquant en Grèce pourraient être renvoyés en Turquie. Selon ce dispositif, pour un Syrien refoulé, un autre réfugié dans ce pays sera transporté en Europe. La mise en œuvre de cet arrangement allégera le poids qui pèse sur la Grèce. La suite dépendra de l'efficacité de l'exécution, la responsabilité qui incombera à la commission et au commissaire grec chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté.

«La crise a mis à nu des clivages profonds entre l'Union des Quinze et les nouveaux membres ex-communistes»

## Tragique impuissance

Tout ce spectacle tragique d'une grande puissance économique de 500 millions d'habitants laissera l'image de son impuissance face à quelques millions de réfugiés et de migrants. Elle confortera le souvenir d'une Union qui oublie des chantiers inachevés, à l'exemple de l'Union économique qui était censée accompagner l'Union monétaire, ou celui de l'agence Frontex destinée à garder les frontières de l'Europe. Or ces oublis joints

à la lenteur de prise et d'exécution de décisions ainsi qu'aux divisions internes sont autant de maladies infantiles dont souffre l'Union européenne, qui se dévoilent en temps de crise.

C'est ainsi que les controverses passionnées ont mis à nu des clivages profonds entre l'Union des Quinze et les nouveaux membres ex-communistes: ceux-là ont proclamé publiquement qu'ils refusaient d'héberger des réfugiés et des migrants musulmans. D'ailleurs, ces mêmes pays se sont distingués en adoptant des régimes autoritaires contraires à l'Etat de droit et à la démocratie, ainsi qu'aux valeurs qui fondent l'Union.

D'où l'urgence de former un noyau dynamique d'Etats membres partageant leurs pouvoirs souverains, leurs valeurs démocratiques et leur avenir commun.

Dusan Sidjanski, ancien conseiller de Manuel Barroso à la Commission européenne, est le fondateur de Sciences Po à Genève. Il est par ailleurs membre du conseil de la Fondation Latsis.